



FONCTION PUBLIQUE

# ACTION SOCIALE INTERMINISTÉRIELLE

Le mag N° 14 / novembre 2024

## Les news

### Projet de loi de finance (PLF) :

Dans l'attente de l'adoption de la loi de finance 2025, le PLF prévoit d'hors et déjà une baisse des crédits de l'ASI de l'ordre de 21,3 millions d'€. Une nouvelle fois les agents les plus précaires servent de variable d'ajustement.

Pour voir si vous êtes éligibles à certaines prestations de l'ASI et aux actions SRIAS (cliquez sur les liens ci-dessous :

[SIMULATEUR ASI](#)

[Délégations FGF-FO en SRIAS](#)

### Boycott des délégations FGF-FO dans toutes les instances convoqués par l'administration :

Compte-tenu de l'actualité et de l'attitude du gouvernement, il a été décidé de ne plus participer à aucune réunion, GT et/ou instance convoqués par l'administration. Cette décision s'appliquant également à l'ASI, les membres du CIAS ne se rendront donc pas aux CP prévues dans les jours qui viennent.



## EDITO

L'indifférence est facile : elle permet de n'être touché par aucune misère, n'accorder aucune attention à personne et surtout pas à ceux qui pourraient mettre en péril nos apaisantes certitudes ou la quiétude d'un environnement sans conscience de l'humain et de ses faiblesses.

L'indifférence est pratique : elle évite de se sentir concerné par la souffrance de l'autre, elle permet de traverser la vie comme on traverse une rue sans trafic ou une rivière à gué...

L'indifférence est confortable : elle dispense de s'inquiéter de ce qu'il peut advenir des gens qui nous entourent, d'être affecté par les difficultés qu'ils connaissent, de se demander comment les aider, de se simplifier la vie en quelque sorte... et rester dans sa trace comme dans un sillon, œillères serrées et sentiment béat du devoir accompli.

Il n'est pas très compliqué de se réfugier dans l'indifférence ; il suffit de considérer tout problème comme une simple équation et viser une solution qui ne soit que pragmatique, d'un point de vue purement administratif ou réglementaire ou budgétaire sans jamais prendre en compte le facteur humain – il complique tout -

Mais l'indifférence est le pire des mépris, elle est la négation de toute valeur, humaine et sociale, elle lamine tout principe de solidarité, d'empathie, en fait de tout ce qui fait notre vie en société.

Vos représentants FO de l'Action Sociale Interministérielle s'attachent à faire chaque jour le nécessaire pour pallier, par différentes actions, les manquements de l'Etat-Employeur envers ses agents. Ils mettent toute leur volonté, leur ardeur, parfois leur dévouement à défendre les intérêts des personnels, avec prévenance et enthousiasme, malgré des moments de turbulence, pour contrecarrer cette désinvolture affichée de nos gouvernants.

Alors, même lorsque le refus de mesures d'aides, pourtant argumentées et immédiatement applicables, même lorsqu'aucune possibilité de discussion n'est ouverte, même si l'avenir semble mal engagé, nous, FO, continuerons inlassablement à combattre le dédain, l'inégalité de traitement et l'injustice. Et pas seulement dans l'Action Sociale Interministérielle mais dans chaque mauvais coup porté aux agents de la Fonction Publique. C'est pour cela que vous nous avez mandaté et c'est ce que nous ferons avec vous et pour nous tous. Ensemble, nous sommes plus forts et nous irons plus loin. Ensemble, nous allons gagner !

Nathalie DEMONT



## Journées des présidents et vice-présidents des 5 au 7 novembre 2024

Instauré depuis plusieurs années, ce moment dédié aux présidents des SRIAS est articulé entre 2 journées : la première est réservée à un échange entre eux, sans aucun représentant de l'administration, mais en présence d'un membre de chaque OS représentative au CIAS et la seconde pour un retour et un échange avec le bureau 5DAS.

Une demi-journée dédiée aux échanges des DROM précède ces 2 jours, la mise en place de cette réunion particulière ayant été obtenue, lors de la précédente mandature, suite à la demande récurrente des intéressés et de l'ancien coanimateur SRIAS. Sans s'étendre sur la situation de ces régions, on ne peut que déplorer l'état désastreux dans lequel l'état employeur laisse l'ASI dans ces territoires et relever de façon notable l'engagement des membres de ces SRIAS et notamment celui des présidents.

L'ensemble des présidents et vice-présidents issus des délégations FO étaient présents à ces journées (Grand-Est, Ile-de France, Nouvelle-Aquitaine, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Réunion).

L'édition de ce semestre a fait la démonstration magistrale du désarroi et du dépit des présidents et vice-présidents de SRIAS, de leur incompréhension face à l'attitude des personnels administratifs avec qui ils doivent travailler pour faire vivre l'instance. Si quelques rares régions font la preuve qu'un travail commun et une volonté partagée peuvent aboutir à des résultats plus que satisfaisants, dans la plupart d'entre elles, la méconnaissance de l'instance et la piètre gestion de la part de l'administration locale conduisent à des situations déplorables qui pénalisent les agents, mais également les prestataires, notamment lorsque les délais de paiement ou les refus de signer des conventions prennent des proportions injustifiées. Manifestement, travailler aux ressources humaines ne garantit pas un comportement respectueux et une réelle efficacité, de nombreux témoignages l'attestent.

Pour autant, les présidents n'ont rien perdu de leur envie et de leur détermination à continuer de mener à bien cette mission « pour permettre d'améliorer le quotidien des agents ». Les échanges ont donc été particulièrement fructueux ; ils ont à la fois porté sur les problèmes relevés, mais aussi sur des solutions proposées ou encore des actions innovantes et des retours d'expérience.

De ces constats, on peut relever :

- Le manque criant de moyens mis à disposition (correspondant administratif, CASEP...).
- Le manque de formation et de connaissance de

l'instance.

- Les entraves aux échanges et le cloisonnement des intervenants.
- Les complications liées au périmètre des régions concernées, auxquelles se rajoutent les contraintes budgétaires actuelles (limiter les déplacements notamment).
- Les difficultés de communiquer sur les prestations.

Pour pallier ces pénuries, plusieurs propositions, dont certaines sont récurrentes, ont été formulées afin d'être transmises, le 2<sup>e</sup> jour, aux représentants de la DGAFP :

- Prévoir une vice-présidence dans TOUTES les régions ; en effet, non seulement cela permet la continuité du service, mais cela évite également de laisser l'administration prendre la main en cas de défaillance de la présidence. De plus, c'est un soutien précieux pour toute l'équipe et cela a été vraiment mis en avant par les binômes concernés pendant que les présidents « solo » expliquaient leur sentiment de solitude.
- Former les nouveaux arrivants (administration ou collègue syndical lorsqu'il s'agit de présidence ou VP) à la connaissance de la SRIAS
- Définir CLAIREMENT le rôle de chacun et rappeler, notamment aux PFRH (c'est à ce niveau que les difficultés semblent se concentrer) où sont les limites de l'exercice. (Une réunion avec les directeurs des Plates-Formes de Ressources Humaines dont un compte-rendu a été présenté fait ressortir des demandes très proches)
- Donner plus d'attractivité aux postes dédiés et ne pas entraver les déroulements de carrière des présidents.
- Travailler plus encore sur la communication et utiliser tous les vecteurs proposés pour faire connaître les prestations et actions des SRIAS

Les participants, lors de la journée mixte (avec l'administration), ont cependant tenu à remercier les chargés de mission et la responsable du 5DAS pour leur implication ; malheureusement, il apparaît que leur bonne volonté ne suffit pas à convaincre la DGAFP de la pertinence et de l'intérêt de l'Action Sociale Interministérielle.

Malgré tout, la motivation et l'engagement des présidents de SRIAS et des membres du CIAS pour l'ASI ne sont plus à démontrer, mais sortent renforcés par les échanges d'expérience.

La défense d'une action sociale pour les agents et par les agents est toujours de rigueur !





## Comité Interministériel d'Action Sociale Assemblée plénière du 17 octobre 2024

### DÉCLARATION LIMINAIRE DES ORGANISATIONS SYNDICALES DE LA FONCTION PUBLIQUE DE L'ÉTAT

Mme la Directrice Générale de l'administration de la fonction publique,  
Mr le Chef du service des politiques sociales, salariales et des carrières,  
Mesdames et messieurs les membres du CIAS,  
Mesdames et messieurs du département de l'action sociale interministérielle,

Les annonces de restrictions budgétaires, faites par M le premier ministre pour 2025, ne doivent pas impacter notre budget.

Nous avons pris connaissance, hier, du PLF 2025 qui prévoit une diminution de 21,3 millions d'euros du budget de l'ASI, sans consultation préalable du CIAS. Cela est, une nouvelle fois, en totale décorrélation avec les besoins agents dans ce contexte social tendu, là où l'action sociale interministérielle devrait répondre aux enjeux.

Nous vous rappelons notre totale opposition à ce que l'action sociale interministérielle serve, à nouveau, de variable d'ajustement dans les arbitrages à venir.

Nous nous retrouvons aujourd'hui pour le dernier CIAS avant la fin de gestion et malgré la situation politique, nous devons nous assurer que l'intégralité du budget 2024 soit bien consommée à destination des fonctionnaires, contractuels, membres d'établissements publics adhérents et pensionnés de l'État.

Or, d'après les éléments en notre possession, la consommation est similaire à celle de 2023 avec un budget supérieur en 2024. Nous pouvons donc d'ores et déjà nous attendre à une sous consommation, à minima, de 4 millions en AE et 5,5 millions en CP.

L'intersyndicale a proposé le 12 juillet 2024 des mesures exceptionnelles chiffrées pour éviter cette sous-consommation, et qui pourraient être engagées en AE et CP avant la fin de gestion, sans impact sur l'exercice 2025. Cela serait incompréhensible et inacceptable de voir des marges de manœuvre budgétaire se dégager et ne pas les utiliser au profit de nos bénéficiaires.

Rappelons que l'absence de volonté de revaloriser les barèmes, malgré nos sollicitations CIAS après CIAS, entraîne une baisse régulière et continue des bénéficiaires. Cette absence de revalorisation, couplée à une forte inflation, a entraîné également au niveau des SRIAS une baisse du nombre de bénéficiaires, non pas par manque de candidats, toujours plus nombreux d'année en année, mais pour un coût par action supérieur, limitant ainsi leur nombre.

Ces baisses ne sont pas le fait d'un désintérêt des agents pour l'action sociale interministérielle, mais bien celui d'une impossibilité d'en bénéficier, alors même que nous avons des demandes et du budget pour les financer.

La communication n'arrive pas systématiquement à tous les personnels, nous devons faire en sorte que chaque agent connaisse les prestations auxquelles il peut prétendre. La diffusion du flyer conçu par la DGAFP par le biais de l'ensap, l'extension du simulateur ASI vers les SRIAS et les actions sociales ministérielles (proposition intersyndicale), entre autres, seraient un bon moyen de toucher beaucoup plus d'agents et pensionnés.

Concernant les RIA, nous vous demandons à nouveau de remettre leur gestion au niveau régional, afin d'assurer un suivi plus précis et une animation de réseau des présidents de RIA plus dynamique. De plus, il faudrait que les membres des bureaux de ces associations bénéficient de facilité de service pour pouvoir pleinement s'investir, sans conséquences négatives sur leur carrière et recevoir une formation adaptée à leurs besoins. Nous y serions tous gagnants en qualité de service et de suivi (administration, agents et association). Cette ligne a été une source de sous-consommation importante en 2023.

Sur le sujet de la petite enfance, nous sommes très attachés à la qualité d'accueil et de l'accompagnement réservés à nos enfants dans les crèches. Il ne faut pas que les qualités techniques et les programmes pédagogiques soient occultés par le seul et unique prix du berceau. Il faut une pondération où le prix ne soit plus le critère dominant. Cela permettra dans la mise en place de nos futurs marchés publics d'avoir des propositions qualitatives pour le bien-être de nos enfants, que cela soit au sein d'associations ou de grands groupes. Au regard de l'actualité délicate sur ce sujet, il convient d'être particulièrement attentif dans ce secteur.

Concernant les SRIAS, nous réitérons nos demandes d'un poste de correspondant administratif supplémentaire dans celle de métropole et d'en garantir un à temps complet dans les DROM, ainsi qu'un vice-président dans toutes les régions.

Aujourd'hui les personnels administratifs (quand les PFRH ne les utilisent pas pour leurs propres missions), les présidents et vice-présidents, malgré leur implication sans faille, manquent encore de moyens (humains et matériels) pour réaliser une action sociale interministérielle de qualité et de proximité. Ceci conduit parfois à des externalisations, que nous dénonçons. Quand il y en a, celles-ci doivent être imputées sur le budget de la préfecture, car relevant du fonctionnement.

L'implication et l'anticipation lors des JOP des Présidents, Vice-Présidents et Membres des SRIAS sont à saluer. Cette période démontre que l'ASI a son importance dans le paysage des agents.

Sur le logement, il est de plus en plus urgent de proposer des solutions sur le temps court. C'est un sujet essentiel pour le bien-être et la qualité de vie des agents. Dans le cadre des propositions faites figurent celles des présidents des SRIAS des DROM, au sein de leur rapport. Nous tenions à souligner leur investissement, ainsi que celui de la DGAFP pour son soutien actif à la mise en place d'actions pour les agents de ces territoires.

Pour terminer, nous tenons une nouvelle fois à remercier l'ensemble du département de l'action sociale pour son travail et sa disponibilité, ainsi que Mr Guillaume Tinlot qui est sur le départ.

Merci





UNION INTERFÉDÉRALE  
DES AGENTS DE LA  
FONCTION PUBLIQUE  
FORCE OUVRIÈRE

FONCTION PUBLIQUE

46 rue des Petites Écuries - 75010 Paris

01 44 83 65 55

secretariat@fo-fonctionnaires.fr



Paris, le 20 novembre 2024

**Monsieur Michel BARNIER**  
**Premier ministre**  
Hôtel de Matignon  
57, rue de Varenne  
75007 PARIS

## Objet : Préavis de grève.

Monsieur le Premier ministre,

Depuis la nomination de votre gouvernement, les fonctionnaires subissent des reculs sans précédent en matière de pouvoir d'achat et de considération.

Quelle contradiction et hypocrisie entre la réalité, et les discours du président de la République comme des gouvernements précédents valorisant les agents publics lors de la crise Covid, des attentats, des crises climatiques ou plus récemment de l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques.

Les fonctionnaires et agents publics ont répondu présent, investis de leur mission de service public et convaincus de servir l'intérêt général.

Vos décisions récentes inscrites dans vos projets de loi de finances et de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 stigmatisent les fonctionnaires tout en affaiblissant une fois de plus leur pouvoir d'achat, mettant en péril, pour certains, leurs conditions de vie.

Les conditions de travail et le service à l'utilisateur vont encore se dégrader avec des milliers de suppressions de postes (dont 100 000 à la seule Fonction publique territoriale) et des budgets hospitaliers qui ne permettront pas de répondre aux besoins en matière de santé publique.

Enfin, l'annonce récente du ministre de la Fonction publique Monsieur Kasbarian vantant les mérites du système américain et la nomination de Monsieur Elon Musk pour réformer l'administration de ce pays ne peut que nous inquiéter. Nous sommes opposés au « *spoils system* » et à une haute Fonction publique soumise aux ordres du parti politique au pouvoir. C'est en totale opposition avec notre modèle social et le statut général des fonctionnaires qui garantit l'égalité des droits et l'égalité de traitement des usagers.

Face à vos choix contre la Fonction publique et ses agents, Force Ouvrière Fonction publique dépose par la présente un préavis de grève permettant de couvrir toutes les actions et mobilisations de nos syndicats dans les trois versants de la Fonction publique du 1er au 31 décembre 2024.

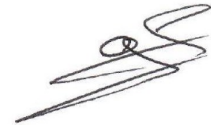
Pour sa part FO Fonction publique appelle tous les agents à cesser le travail du 10 au 12 décembre 2024.

Nous revendiquons :

- L'ouverture de négociations salariales et de la revalorisation immédiate de 10% du point d'indice et l'amélioration de la grille indiciaire,
- le retrait des amendements du gouvernement portant 3 jours de carence et réduisant à 90% l'indemnisation en cas d'arrêt maladie,
- l'abandon dans son ensemble du projet de loi pour l'efficacité de la Fonction publique dit projet de loi Guérini,
- l'arrêt des suppressions de postes et des restructurations incessantes,
- l'ouverture de négociations pour redonner de l'attractivité au territoire ultramarin et la mise en place d'un dispositif attractif pour les retraités après la suppression de l'ITR.

Restant à votre disposition dans le cadre du dialogue social prévu lors du dépôt d'un préavis de grève, nous vous prions de croire à l'assurance de notre parfaite considération.

Christian GROLIER  
Secrétaire général  
de FO Fonction publique



Copies pour information :

Guillaume KASBARIAN (ministre de la Fonction publique)

Nathalie COLIN (directrice générale de l'administration et de la Fonction publique)

# TOUCHE PAS À MON FONCTIONNAIRE !

**NON** AUX JOURS DE CARENCE  
**OUI** À L'AUGMENTATION IMMÉDIATE  
DES SALAIRES  
**NON** À LA CASSE DU STATUT  
GÉNÉRAL DES FONCTIONNAIRES



**TOUS  
EN GRÈVE**



Ne pas jeter sur la voie publique

**10-11-12 DÉCEMBRE 2024**  
**MOBILISONS-NOUS**



[www.fo-fonctionnaires.fr](http://www.fo-fonctionnaires.fr)



FONCTION PUBLIQUE

## 10, 11 et 12 décembre 2024 : GRÈVES ET MOBILISATION

Le Gouvernement, par l'intermédiaire du ministre KASBARIAN, s'attaque une fois de plus, et de manière intolérable, aux fonctionnaires et agents de la Fonction Publique.

Non content de supprimer la GIPA, de refuser toute revalorisation de leur traitement pour cette année et, a minima, la suivante, le ministre, sans s'embarrasser d'un quelconque dialogue social et en s'appuyant sur des éléments tronqués, vient d'annoncer des mesures violentes et pénalisantes que nous condamnons !

- Désinformation sur la réalité de la Fonction Publique !
- Précarisation de l'ensemble des agents de la Fonction Publique !
- Démolition de la Fonction Publique et du statut général des fonctionnaires !



### FO Fonction Publique s'insurge et prépare la riposte

- Pour la suppression des jours de carence
- Pour le maintien de salaire à 100% en cas d'arrêt maladie
- Pour une revalorisation immédiate de 10% du point d'indice,
- Pour une réelle amélioration de la grille indiciaire
- Pour l'augmentation des effectifs
- Pour de meilleures conditions de travail

**FO Fonction Publique appelle à opposer aux 3 jours de carence**

**3 JOURS DE GRÈVE** dans tous les secteurs et à tous les niveaux.

**ENSEMBLE, FAISONS-NOUS RESPECTER !**

**3 JOURS DE GREVE POUR GAGNER !**

Pour en savoir plus sur ce mouvement, suivez-nous sur les réseaux sociaux et sur notre site

<https://www.fo-fonctionnaires.fr/>

